

EXTENSION DE LA ZA DE KERMARQUER SUR LA COMMUNE DE LA TRINITÉ SUR MER

AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE

DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE ENVIRONNEMENTALE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. TEXTES QUI RÉGISSENT L'ENQUÊTE

Document mentionnant les textes qui régissent l'enquête et indiquant la façon dont cette procédure s'insère dans la procédure administrative relative au projet, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation.

TEXTES QUI REGISSENT L'ENQUETE

L'enquête publique de ce projet est motivée par **l'intention de déclaration d'utilité publique du projet d'extension de la zone d'activités de Kermarquer sur la commune de LA TRINITE-SUR-MER, régie par le code de l'expropriation.**

En vertu de l'article L.110-1 du code de l'expropriation :

« L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique est régie par le présent titre. Toutefois, lorsque la déclaration d'utilité publique porte sur une opération susceptible d'affecter l'environnement relevant de l'article L. 123-2 du code de l'environnement, l'enquête qui lui est préalable est régie par les dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier de ce code. »

Le projet d'extension de la zone d'activités de Kermarquer relève des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements exécutés par des personnes publiques ou privées susceptibles d'affecter l'environnement et ainsi soumis à examen cas par cas effectué par l'autorité environnementale pour juger de la nécessité de réaliser une étude d'impact du projet sur l'environnement en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement. **L'examen au cas par cas a conclu que le projet d'extension de la zone d'activités de Kermarquer doit faire l'objet d'une étude d'impact soumise à enquête publique, régie par le code de l'environnement.**

Au regard de l'article L.123-2 du code de l'environnement :

« Font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption : 1° Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements exécutés par des personnes publiques ou privées devant comporter une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 ».

Aussi, la présente enquête publique relève de l'enquête publique régie par le code de l'environnement, régie notamment par les dispositions des articles L.123-1 à L. 123-2, L.123-3 à L.123-18, R.123-1, R. 123-2 et suivants du code de l'environnement.

<p>Ce dossier d'enquête est donc composé conformément aux dispositions de l'article R.123-8 du code de l'environnement et les articles R. 112-4, R. 112-5, R. 112-6 et R. 112-7 du code de l'expropriation.</p>

Aussi, le dossier d'enquête publique environnementale préalable à la déclaration d'utilité publique comporte les pièces suivantes :

1/ TEXTES QUI RÉGISSENT L'ENQUÊTE

Il s'agit d'un document mentionnant les textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation

2/UNE NOTICE EXPLICATIVE

Elle indique l'objet de l'opération et les raisons pour lesquelles, parmi les partis envisagés, le projet soumis à l'enquête a été retenu, notamment du point de vue de son insertion dans l'environnement.

3/UN PLAN DE SITUATION

4/UN PLAN DÉLIMITANT LES IMMEUBLES À ACQUÉRIR

5/UN PLAN GÉNÉRAL DES TRAVAUX

6/PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES OUVRAGES LES PLUS IMPORTANTS

Il s'agit d'une description des principales caractéristiques des ouvrages les plus importants

7/APPRÉCIATION SOMMAIRE DES DÉPENSES

Il s'agit d'une note relative à l'appréciation sommaire des dépenses, comprenant l'estimation sommaire du coût des acquisitions à réaliser

8/ÉTUDE D'IMPACT

Il s'agit de l'étude d'impact et son résumé non technique et de la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité environnementale

9/AVIS ÉMIS SUR LE PROJET

Il s'agit des avis émis sur le projet et notamment des avis et échanges avec l'autorité environnementale.

10/CONCERTATION

Il s'agit du bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, de la concertation préalable définie à l'article L. 121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne.

11/AUTORISATIONS NÉCESSAIRES POUR RÉALISER LE PROJET

Il s'agit d'un document mentionnant les autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet

12/DÉLIBÉRATIONS

Il s'agit des différentes délibérations prises dans le cadre de la présente procédure.

INSERTION DE CETTE PROCEDURE DANS LA PHASE ADMINISTRATIVE

Pour rappel : la procédure d'expropriation se décompose en deux phases :

*1- la **phase administrative** dont la finalité est la déclaration d'utilité publique du projet prononcé par arrêté préfectoral (enquête d'utilité publique) et la détermination des parcelles à exproprier définies par un arrêté préfectoral de cessibilité (enquête parcellaire) ;*

*2- la **phase judiciaire**, qui correspond à la procédure de transfert de propriété des biens et d'indemnisation des propriétaires. Cette procédure est instruite par le juge de l'expropriation dès la transmission du dossier administratif finalisé par le préfet au juge de l'expropriation.*

La Communauté de Communes AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE (AQTA) a souhaité engager une réflexion sur un projet d'extension de la zone d'activités de Kermarquer sur la commune de LA TRINITE SUR MER afin de répondre aux besoins des entreprises, notamment dans le secteur du nautisme.

Les études ont permis de retenir quatre zones d'extension (Nord, Sud, Est et Ouest), portant sur une superficie totale de 9,81 hectares pour lesquels la maîtrise d'ouvrage ne dispose pas de la totalité de la maîtrise foncière.

Afin de permettre l'acquisition des terrains nécessaires à la réalisation du projet, AQTA a décidé d'engager une procédure de déclaration d'utilité publique, régie par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

C'est pourquoi à l'issue de diverses études préalables, elle a validé en Conseil Communautaire du 10 juillet 2015 le dossier d'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet d'extension de la zone d'activités de Kermarquer.

Après transmission du dossier en Préfecture en juillet 2015, le dossier a été amendé - pour répondre aux demandes exprimées par la Préfecture en octobre 2015 - et validé en conseil communautaire du 11 mars 2016.

Transmis en préfecture, le projet a ensuite fait l'objet d'une saisine de l'autorité environnementale (MRAE) par le Préfet afin d'obtenir un avis sur l'étude d'impact. L'avis a été rendu le 24 juin 2016 et a donné lieu à un mémoire en réponse rédigé par le maître d'ouvrage, transmis à l'autorité environnementale le 12 janvier 2017. Toutefois, l'autorité environnementale a réitéré sa demande de disposer d'une étude d'impact actualisée intégrant les travaux de requalification de la zone d'activités existante. Le maître d'ouvrage a ainsi complété l'étude d'impact. Après une nouvelle saisine de l'autorité environnementale par le préfet en juillet 2018, l'autorité environnementale n'a pu étudier cette nouvelle version et a donc informé le Préfet de l'absence d'observation le 28 septembre 2018, en application de l'article R122-7 du code de l'environnement.

L'ensemble de ces éléments apparaissent en pièce 9 du présent dossier d'enquête publique.

Depuis la réforme introduite par l'ordonnance no 2016-160 du 3 août 2016, le projet d'extension du Parc d'activités de Kermarquer entre dans le champ d'application de la concertation environnementale.

L'article L. 121-17-1 du Code de l'environnement issu de la réforme prévoit un droit d'initiative du public pour demander au Préfet l'organisation d'une concertation préalable concernant notamment les projets réalisés sous maîtrise d'ouvrage publique dont le montant des dépenses prévisionnelles est supérieur à un seuil ne pouvant être supérieur à 5 millions d'euros.

Afin de permettre la mise en œuvre de ce droit d'initiative du public, la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique a procédé à la publication d'une déclaration d'intention (arrêté n°2019AG/09 du Président en date du 3 mai 2019 portant approbation de la déclaration d'intention relative au projet d'extension du Parc d'activités de Kermarquer sur la commune de La Trinité-sur-Mer).

L'article L. 121-19 du Code de l'environnement encadre le droit d'initiative du public et indique qu'il s'exerce, au plus tard, dans le délai de quatre mois suivant la publication de la déclaration d'intention. La déclaration d'intention est publiée sur le site internet du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable, s'il ou elle dispose d'un tel site, et sur le site internet des services de l'État dans le département.

L'arrêté et la déclaration d'intention annexée ont été publiés le 10 mai 2019 :

- sur le site internet de la Communauté de Communes Auray Quiberon Terre Atlantique, à l'adresse suivante : www.auray-quiberon.fr
- sur le site internet de la Commune de La Trinité-sur-Mer, à l'adresse suivante : www.la-trinite-sur-mer.fr
- et notifiés à Monsieur le Préfet du Morbihan qui a procédé à leur publication sur le site internet des services de l'État dans le département à l'adresse suivante : www.morbihan.gouv.fr.

Le présent arrêté et la déclaration d'intention annexée ont également été rendus publics par le biais d'un affichage dans les locaux de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique sis Porte Océane - 40 rue du Danemark - CS 70447 - 56404 AURAY cedex ainsi qu'en mairie de La Trinité-sur-Mer.

La publication de la déclaration d'intention a ouvert au public, durant un délai de quatre mois, le droit d'initiative prévu à l'article L. 121-19 du Code de l'environnement. Ce droit n'a pas été exercé.

Le Préfet décide alors de l'opportunité d'organiser une concertation préalable selon les modalités des articles L. 121-16 et L. 121-16-1 du Code de l'environnement. Ainsi, aucune demande n'a été formulée auprès du Préfet dans le délai imparti pour solliciter l'organisation d'une concertation environnementale, comme l'exprime le courrier en date du XXXX.

Les éléments afférant à cette procédure figurent en pièce 10 du présent dossier d'enquête publique.

Parallèlement, le projet a fait l'objet de plusieurs procédures administratives préalables :

- Le projet a également été soumis à la réalisation d'un dossier d' autorisation préfectorale au titre de la « Loi sur l'Eau » selon les articles L.214-1 à L.214-11 et R.214-1 à R.214-5 du Code de l'Environnement. La nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à

déclaration, en application de l'article 10 de la loi sur l'eau, est définie par le décret n° 2006-881 du 17 juillet modifiant le décret n°93-743 du 29 mars 1993, relevant du Code de l'Environnement. **Ce dossier a été déposé et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation et d'un avis du CODERST le 1er août 2012 et d'un arrêté de prescriptions complémentaires le 10 juillet 2013.**

- Le projet a également été soumis à la réalisation d'un dossier de demande de dérogation au titre des espèces protégées et de l'article L.411-2 du Code de l'Environnement. **Une demande de dérogation a été déposée en avril 2015 et a fait l'objet de compléments dont les derniers transmis en novembre 2016 ont permis de lever les dernières réserves.** L'arrêté de dérogation aux articles L. 411-1-I-1 et L. 411-1-I-3 du Code de l'environnement pour perturbation intentionnelle d'espèces protégées et pour destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées a été pris par le Préfet **le 8 août 2017.**

- Le projet a également été soumis à la réalisation d'un dossier de demande de dérogation au titre des espèces protégées et de l'article L.411-2 du Code de l'Environnement. **Une demande de dérogation a été déposée en avril 2015 et a fait l'objet de compléments dont les derniers transmis en novembre 2016 ont permis de lever les dernières réserves.** L'arrêté de dérogation aux articles L. 411-1-I-1 et L. 411-1-I-3 du Code de l'environnement pour perturbation intentionnelle d'espèces protégées et pour destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées a été pris par le Préfet **le 8 août 2017.**

- Le projet d'extension doit faire l'objet d'une prescription d'archéologie préventive au titre du code du patrimoine (article L.521-1 et suivants). En effet, le projet rentre dans le champ des *« opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations d'aménagement. »* Article R523-1 et Article R523-4. Par courrier en date du 27 novembre 2015, la Communauté de communes Auray- Quiberon-Terre-Atlantique a saisi le Préfet de Région demandant en vertu des articles R.523-12 et R.523.14 du Code du patrimoine, la réalisation d'un diagnostic archéologique sur les terrains du projet d'extension. **Un diagnostic archéologique préalable a été prescrit par arrêté du 16 décembre 2015 du Préfet de Région sur les zones d'extension nord, est et ouest, à l'exception de la zone humide.** Il a été réalisé à l'automne 2018. Le rapport devrait être transmis à AQTA au premier trimestre 2019.

Ces arrêtés figurent en pièce 11 du présent dossier d'enquête publique.

DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

Les articles R. 123-2 et suivants de l'environnement définissent les conditions de déroulement de l'enquête publique.

Avant l'enquête

AQTA, maître d'ouvrage du projet, adresse le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique au Préfet, autorité compétente désignée pour ouvrir et organiser l'enquête.

En vertu de l'article R. 123-5 du code de l'environnement, le Préfet saisit, en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête le président du tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de cette autorité et lui adresse une demande qui précise l'objet de l'enquête ainsi que la période d'enquête proposée, et comporte le résumé non technique ou la note de présentation mentionnés respectivement aux 1° et 2° de l'article R. 123-8 ainsi qu'une copie de ces pièces sous format numérique.

Le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui à cette fin désigne dans un délai de quinze jours un commissaire enquêteur ou les membres, en nombre impair, d'une commission d'enquête parmi lesquels il choisit un président.

Dès la désignation du ou des commissaires enquêteurs, le Préfet adresse à chacun d'entre eux une copie du dossier complet soumis à enquête publique en format papier et en copie numérique. Il en sera de même en cas de désignation d'un commissaire enquêteur remplaçant par le président du tribunal administratif.

En cas d'empêchement du commissaire enquêteur désigné, l'enquête est interrompue. Après qu'un commissaire enquêteur remplaçant a été désigné par le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui et que la date de reprise de l'enquête a été fixée, le Préfet publie un arrêté de reprise d'enquête dans les mêmes conditions que l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

En vertu de l'article L.123-9 du code de l'environnement, la durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente chargée de l'ouvrir et de l'organiser. Elle ne peut être inférieure à trente jours pour les projets faisant l'objet d'une évaluation environnementale.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-10.

En vertu de l'article R.123-9 du code de l'environnement, le Préfet précise par arrêté les informations mentionnées à l'article L. 123-10, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et après concertation avec le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête. Cet arrêté précise notamment :

1° Concernant l'objet de l'enquête, les caractéristiques principales du projet, plan ou programme ainsi que l'identité de la ou des personnes responsables du projet, plan ou programme ou de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;

2° En cas de pluralité de lieux d'enquête, le siège de l'enquête, où toute correspondance postale relative à l'enquête peut être adressée au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête ;

3° L'adresse du site internet comportant un registre dématérialisé sécurisé auxquelles le public peut transmettre ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête. En l'absence de registre dématérialisé, l'arrêté indique l'adresse électronique à laquelle le public peut transmettre ses observations et propositions ;

4° Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ;

5° Le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;

6° La durée, le ou les lieux, ainsi que le ou les sites internet où à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ;

7° L'information selon laquelle, le cas échéant, le dossier d'enquête publique est transmis à un autre Etat, membre de l'Union européenne ou partie à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo le 25 février 1991, sur le territoire duquel le projet est susceptible d'avoir des incidences notables ;

8° L'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable des différents éléments du ou des projets, plans ou programmes soumis à enquête.

II. - Un dossier d'enquête publique est disponible en support papier au minimum au siège de l'enquête publique.

En vertu de l'article R.123-11 du code de l'environnement, un avis portant les indications mentionnées à l'article R. 123-9 à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés. Pour les projets d'importance nationale et les plans et programmes de niveau national, cet avis est, en outre, publié dans deux journaux à diffusion nationale quinze jours au moins avant le début de l'enquête.

II. - L'avis mentionné au I est publié sur le site internet de la Préfecture. Si la Préfecture ne dispose pas d'un site internet, cet avis est publié, à sa demande, sur le site internet des services de l'Etat dans le département. Dans ce cas, le Préfet transmet l'avis par voie électronique au préfet au moins un mois avant le début de la participation, qui le met en ligne au moins quinze jours avant le début de la participation.

III. - Le Préfet désigne le ou les lieux où cet avis doit être publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé.

Pour les projets, sont au minimum désignées toutes les mairies des communes sur le territoire desquelles se situe le projet ainsi que celles dont le territoire est susceptible d'être affecté par le projet.

Cet avis est publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Lorsque certaines de ces communes sont situées dans un autre département, l'autorité chargée de l'ouverture de l'enquête prend l'accord du préfet de ce département pour cette désignation. Ce dernier fait assurer la publication de l'avis dans ces communes selon les modalités prévues à l'alinéa précédent.

IV. - En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procède à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Pendant l'enquête

En vertu de l'article R.123-13 du code de l'environnement, pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête, tenu à sa disposition dans chaque lieu d'enquête ou sur le registre dématérialisé si celui-ci est mis en place.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur ou par un membre de la commission d'enquête, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et annoncés dans les conditions prévues aux articles R. 123-9 à R. 123-11.

Les observations et propositions du public peuvent également être adressées par voie postale ou par courrier électronique au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête.

II. - Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites mentionnées au deuxième alinéa du I, sont consultables au siège de l'enquête. Pour les enquêtes publiques dont l'avis d'ouverture est publié à compter du 1er mars 2018, ces observations et propositions sont consultables sur le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le registre dématérialisé ou, s'il n'est pas mis en place, sur le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11 dans les meilleurs délais.

Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Après l'enquête

En vertu de l'article R.123-18 du code de l'environnement, à l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui. En cas de pluralité de lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et clos par lui.

Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans un délai de huit jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête du registre d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

Lorsque l'enquête publique est prolongée en application de l'article L. 123-9, l'accomplissement des formalités prévues aux deux alinéas précédents est reporté à la clôture de l'enquête ainsi prolongée.

En vertu de l'article R.123-19 du code de l'environnement, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, plan ou programme, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet au Préfet l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

Si, dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni présenté au Préfet, conformément à la faculté qui lui est octroyée à l'article L. 123-15, une demande motivée de report de ce délai, il est fait application des dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 123-15.

En vertu de l'article R.123-21 du code de l'environnement, le Préfet adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet, plan ou programme.

Copie du rapport et des conclusions est également adressée à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le Préfet publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sur le site internet où a été publié l'avis mentionné au I de l'article R. 123-11 et le tient à la disposition du public pendant un an.

DÉCISIONS POUVANT ÊTRE ADOPTÉES AU TERME DE L'ENQUÊTE ET LES AUTORITÉS COMPÉTENTES POUR PRENDRE LA DÉCISION D'AUTORISATION OU D'APPROBATION

À l'issue de l'enquête et après avis du commissaire enquêteur, et en tenant compte des observations formulées par le public et du rapport du commissaire enquêteur, **la collectivité**, conformément aux dispositions de l'article L.126-1 du code de l'environnement, **se prononcera, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée.**

Cette déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans en altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique.

À la suite de cette déclaration de projet, le Préfet du Département pourra, par arrêté, prononcer la déclaration d'utilité publique du projet.

Les procédures d'acquisition pourront alors être engagées.

L'acquisition des parcelles incluses dans le périmètre de DUP nécessite de mettre en œuvre des enquêtes publiques parcellaires qui interviendront plus tard.